Citoyenneté et Immigration Canada | Citizenship and Immigration Canada

RAPPORT ANNUEL SUR L'APPLICATION DE LA

LOI SUR LE MULTICULTURALISME CANADIEN

2013 2014

FAIRE FOND SUR LA DIVERSITÉ

Canada

Bâtir un Canada plus fort : Citoyenneté et Immigration Canada (CIC) contribue au progrès économique, social et culturel du Canada, et veille à la sécurité des Canadiens tout en gérant l'un des programmes d'immigration les plus vastes et les plus généreux du monde.

Sondage sur les publications
Nous vous invitons à nous fournir des commentaires sur cette publication en répondant à notre sondage électronique qui se trouve au **www.cic.gc.ca/sondage-publications**.

Pour obtenir des exemplaires supplémentaires ou de l'information sur les autres publications de CIC, visitez : www.cic.gc.ca/publications
Disponible sur demande en médias substituts.

Also available in English under the title: **Annual Report on the Operation of the *Canadian Multiculturalism Act***

Visitez-nous en ligne
Site Web : **www.cic.gc.ca**
Facebook : **www.facebook.com/CitCanada**
YouTube : **www.youtube.com/CitImmCanada**
Twitter : **@CitImmCanada**

© Sa Majesté la Reine du chef du Canada, représentée par le ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration, 2015

Cat. no. Ci95-1/2014F-PDF
ISSN 1497-7435
C&I-1905-01-2015

TABLE DES MATIÈRES

Avant-propos du ministre 4

Introduction : Aperçu du multiculturalisme au Canada 7

Première partie : La présidence canadienne de l'Alliance internationale pour la mémoire de l'Holocauste 9

Deuxième partie : Le Programme du multiculturalisme 2013–2014 14

Troisième partie : L'application de la *Loi sur le multiculturalisme canadien* dans l'ensemble des institutions fédérales 24

Établir des partenariats 25

Promouvoir la compréhension interculturelle et épouser la diversité 27

Intégrer l'éducation publique et l'action directe 28

Promouvoir une main-d'œuvre diversifiée et souple 30

Appuyer la recherche et la diffusion 31

Conclusion 32

Annexe A : Les institutions fédérales ayant soumis des commentaires 33

AVANT-PROPOS DU MINISTRE

En tant que ministre du Multiculturalisme, je suis heureux de présenter le 26e rapport annuel sur l'application de la *Loi sur le multiculturalisme canadien*. Ce rapport souligne les initiatives prises en 2013–2014 par le gouvernement du Canada pour promouvoir les objectifs de la *Loi sur le multiculturalisme canadien*.

Le gouvernement est déterminé à promouvoir l'intégration, la compréhension interculturelle, le pluralisme pacifique, ainsi que la liberté de religion au Canada et à l'étranger. L'année dernière, j'ai été ravi de rencontrer de nombreux organismes communautaires et partenaires internationaux qui promeuvent nos valeurs et nos objectifs.

À titre de président de l'Alliance internationale pour la mémoire de l'Holocauste de mars 2103 à février 2014, le Canada a eu le privilège de diriger sur la scène mondiale, en marge de ses propres efforts, les efforts internationaux visant à lutter contre l'antisémitisme. Tout au long de son année de présidence, le Canada a réaffirmé son statut en tant que chef de file mondial en ce qui a trait à la promotion d'activités de sensibilisation, de commémoration et de recherche liées à l'Holocauste. Il a notamment :

- atteint un consensus concernant la définition pratique de la négation et de la distorsion de l'Holocauste;
- organisé deux réunions de travail internationales réunissant des experts et des décideurs;
- financé la numérisation des témoignages de survivants de l'Holocauste;
- organisé de nombreuses activités et initiatives de sensibilisation, de commémoration et de recherche liées à l'Holocauste.

Le gouvernement a également contribué à ce que les futures générations tirent des leçons des tragédies passées en fournissant un soutien financier de jusqu'à 1,5 million de dollars pour le monument commémoratif aux victimes du communisme, que j'ai annoncé en août 2013. Lorsque sa construction sera terminée, ce monument commémoratif servira à se remémorer les dizaines de millions de victimes innocentes des régimes communistes dans le monde entier et à rappeler aux futures générations de Canadiens que nous ne devons jamais tenir pour acquises nos valeurs fondamentales liées à la liberté, à la démocratie, aux droits de la personne et à la primauté du droit.

Le financement pour le monument commémoratif est fourni par Inter-Action, le Programme de subventions et de contributions pour le multiculturalisme du Canada qui joue un rôle essentiel dans le soutien de projets et d'évènements qui encouragent la compréhension interculturelle

et qui promeut des possibilités égales pour les personnes de toutes les cultures et de toutes les religions. Au cours de la dernière année, par l'intermédiaire d'Inter-Action, le gouvernement a continué de soutenir plus de 160 initiatives dirigées par des communautés qui renforcent notre unité et notre diversité.

Je suis également ravi de signaler que le gouvernement du Canada a continué d'appuyer de nombreuses initiatives en matière d'éducation et de sensibilisation qui promeuvent le pluralisme. En 2013, nous avons célébré le Mois du patrimoine asiatique pour la 11e année consécutive. Le thème était « L'année de la Corée au Canada ». Au cours de ce mois, deux importants évènements ont été soulignés : le 60e anniversaire de l'armistice de la guerre de Corée et le 50e anniversaire des relations diplomatiques entre le Canada et la République populaire démocratique de Corée, aussi appelée la Corée du Sud. De plus, en février dernier, j'ai eu l'honneur d'assister à la réception du lancement officiel du Mois de l'histoire des Noirs, « Fiers de notre histoire ». Il s'agit d'une année spéciale puisque nous avons souligné les contributions de Canadiens noirs à l'histoire militaire du Canada, en commémoration du 100e anniversaire de la Première Guerre mondiale et du 75e anniversaire de la Deuxième Guerre mondiale.

Dans les pages qui suivent, vous en apprendrez davantage au sujet des nombreuses initiatives prises par le gouvernement du Canada, par l'intermédiaire de Citoyenneté et Immigration Canada, pour assumer ses responsabilités en vertu de la *Loi sur le multiculturalisme canadien*. En travaillant ensemble, nous faisons de grands pas pour célébrer notre patrimoine culturel, renforcer la valeur de la citoyenneté et assurer l'intégration réussie des nouveaux arrivants au Canada.

L'honorable Jason Kenney, C.P., député
Ministre du Multiculturalisme

INTRODUCTION

APERÇU DU MULTICULTURALISME AU CANADA

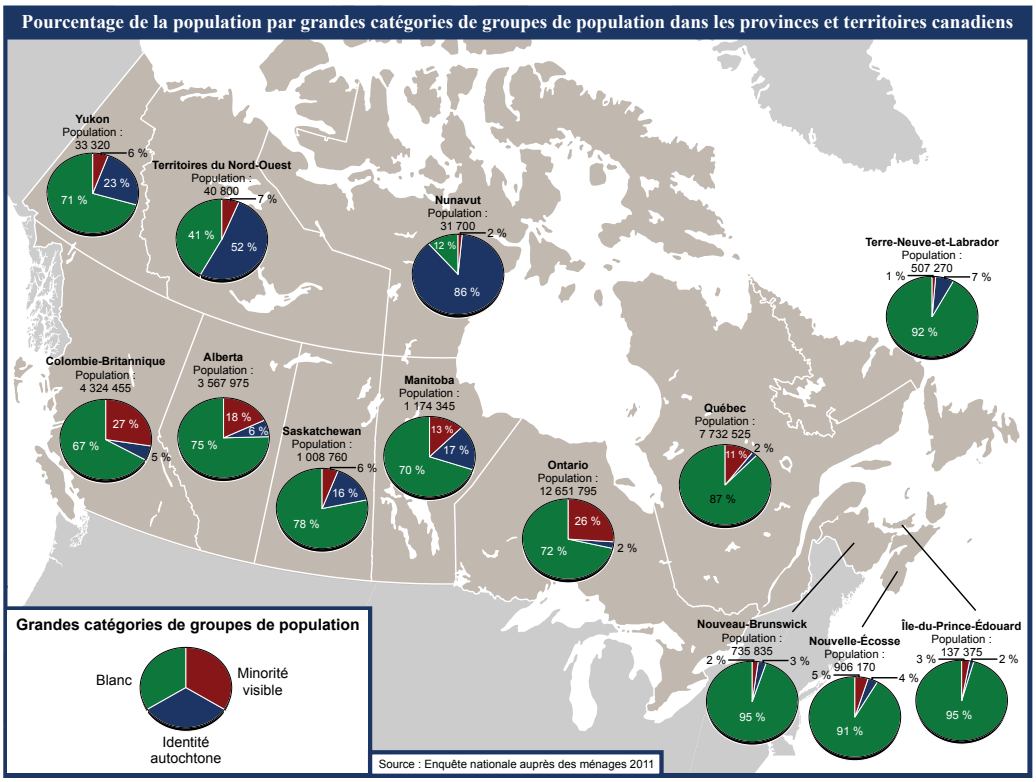
Le multiculturalisme canadien

Le modèle de multiculturalisme du Canada est fondé sur un vaste cadre législatif qui célèbre la diversité et encourage les nouveaux arrivants à s'intégrer, tout en veillant à ce que la société en général soit accueillante. En 1971, le Canada est devenu le premier pays du monde à adopter le multiculturalisme comme politique officielle pour souligner la valeur du pluralisme, incluant les droits des peuples autochtones et les deux langues officielles du Canada. En 1988, la politique est devenue une loi : la *Loi sur le multiculturalisme canadien*, qui reconnaît la diversité et promeut la compréhension, l'égalité des chances et l'élimination des barrières. La *Loi sur le multiculturalisme canadien* fait partie intégrante d'un cadre législatif plus vaste qui comprend la *Charte canadienne des droits et libertés*, la *Loi canadienne sur les droits de la personne*, la *Loi sur la citoyenneté*, la *Loi sur l'équité en matière d'emploi*, la *Loi sur les langues officielles* et la *Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés*. De plus, la plupart des gouvernements provinciaux et territoriaux ont adopté leur propre loi ou cadre d'orientation stratégique en matière de multiculturalisme.

Le Canada se caractérise également par une société multiculturelle dont la composition a été façonnée au fil du temps par les immigrants et leurs descendants. Bien que la majorité des immigrants soient historiquement venus de l'Europe, le plus important groupe de récents nouveaux arrivants au Canada provient de l'Asie (incluant le Moyen-Orient). En 2011, l'Enquête nationale auprès des ménages (ENM) a recensé plus de 200 origines ethniques parmi les citoyens canadiens. La diversité religieuse s'est également accrue : en 2011, environ 7,2 % des Canadiens pratiquaient des religions non chrétiennes (dont les musulmans, les hindous, les sikhs, les bouddhistes et les juifs), ce qui représentait une augmentation de 4,9 % par rapport à dix ans auparavant, comme le confirment les données du recensement de 2001. Au-delà de 200 langues ont été signalées dans le cadre de l'ENM de 2011 comme langues parlées à la maison ou langues maternelles. Un cinquième de la population du Canada, ou quelque 6 630 000 personnes, parlaient une langue autre que le français ou l'anglais à la maison en 2011, soit comme langue unique ou assortie au français ou à l'anglais.

Selon les données de l'ENM de 2011, 4,3 % de toute la population canadienne ont indiqué avoir une identité autochtone, tandis que 19,1 % de toute la population ont déclaré faire partie d'un groupe de minorités visibles. Parmi les membres de ces minorités visibles, 30,9 % sont nés au Canada, 65,1 % étaient des immigrants et 4 % étaient des résidents non permanents. En 2011, les trois plus importants groupes de minorités visibles, en l'occurrence les Sud-Asiatiques, les Chinois et les Noirs, représentaient 61,3 % de la population des minorités visibles. Ils étaient suivis des Philippins, des Latino-Américains, des Arabes, des Asiatiques du Sud-Est, des Asiatiques occidentaux, des Coréens et des Japonais. La plupart des personnes qui ont déclaré être membres d'une minorité visible habitaient dans les centres urbains, et plus de la moitié (52,3 %) de toute la population des minorités visibles habitait en Ontario. Les régions métropolitaines de recensement de Toronto, Montréal et Vancouver constituaient à elles seules le lieu de résidence de sept membres des minorités visibles sur dix. L'âge médian de la population des minorités visibles était de 33,4 ans en 2011, contre 40,1 ans pour l'ensemble de la population.

Figure 1



Le Programme du multiculturalisme

Citoyenneté et Immigration Canada (CIC) offre une orientation stratégique pour l'application de la *Loi sur le multiculturalisme canadien* par le truchement de son Programme du multiculturalisme, dont les objectifs politiques sont les suivants :

- bâtir une société intégrée et cohésive sur le plan social;
- appuyer les institutions pour qu'elles soient sensibles aux besoins d'une population diversifiée;
- participer à des discussions internationales portant sur le multiculturalisme.

CIC offre quelque 8,5 millions de dollars en financement annuel à des organisations non gouvernementales et communautaires afin d'appuyer des projets pluriannuels ainsi que des activités locales qui favorisent la compréhension interculturelle et interconfessionnelle et préconisent la mémoire civique ainsi que le respect des valeurs démocratiques fondamentales.

Des programmes d'éducation publique et des initiatives de sensibilisation, comme le Mois de l'histoire des Noirs, le Mois du patrimoine asiatique et le Prix Paul Yuzyk pour le multiculturalisme, visent à conscientiser la population et à alimenter le dialogue public.

Afin d'aider les institutions publiques à tenir compte davantage de la diversité, CIC travaille avec les provinces et les territoires par l'entremise d'un réseau fédéral-provincial-territorial du multiculturalisme, ainsi qu'avec les ministères et organismes fédéraux à l'aide du Réseau des champions du multiculturalisme.

De plus, CIC promeut l'approche du Canada envers la diversité en collaborant avec des organisations nationales et internationales, comme la Fondation canadienne des relations raciales, le Centre mondial du pluralisme, l'Alliance internationale pour la mémoire de l'Holocauste et l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe.

PREMIÈRE PARTIE :
LA PRÉSIDENCE CANADIENNE DE L'ALLIANCE INTERNATIONALE POUR LA MÉMOIRE DE L'HOLOCAUSTE

Pour combattre l'antisémitisme et toutes les formes de racisme et de discrimination, le gouvernement du Canada appuie le dialogue interculturel et interconfessionnel au Canada et à l'étranger. En collaboration avec d'autres ministères et organisations non gouvernementales, Citoyenneté et Immigration Canada (CIC) joue un rôle de premier plan dans la lutte contre l'antisémitisme ainsi que la promotion de l'éducation et de la recherche sur l'Holocauste, et de sa commémoration.

Le Canada est membre de l'Alliance internationale pour la mémoire de l'Holocauste (AIMH), un organisme intergouvernemental composé de dirigeants gouvernementaux et d'experts de 31 pays. L'AIMH fait fond sur la Déclaration de Stockholm sur l'Holocauste et la conviction que, pour reprendre les paroles d'Elie Wiesel, réputé survivant de l'Holocauste et défenseur de la paix, « une société morale a à cœur de se souvenir » – non seulement pour honorer la mémoire des millions qui ont péri, mais aussi pour s'assurer que les générations futures comprennent les causes fondamentales de l'Holocauste et demeurent vigilantes devant toutes les formes d'oppression, de haine et de xénophobie. En mars 2013, le Canada a assumé le rôle de président de l'AIMH pour 2013-2014, sous la direction de l'ancien député Mario Silva, lors d'une cérémonie de cession tenue à l'ambassade canadienne à Berlin.

En devenant président de l'AIMH, le gouvernement du Canada s'est engagé à faire progresser l'éducation, le souvenir et la recherche sur l'Holocauste à l'échelle nationale ainsi qu'à faire preuve d'un leadership mondial en matière de droits de la personne sur la scène internationale. Au cours de sa présidence, le Canada a compté plusieurs réalisations clés, lesquelles sont énumérées dans le premier rapport de présidence de l'AIMH. Plus précisément, le gouvernement canadien a :

- été l'hôte de deux réunions internationales à Berlin et à Toronto, au cours desquelles le Canada a contribué à la prise d'importantes décisions par voie de consensus, notamment en ce qui a trait à l'adoption d'une définition pratique de la négation et de la distorsion de l'Holocauste afin d'aborder une tendance croissante liée à l'antisémitisme contemporain;
- dirigé des discussions avec des organisations internationales (comme les Nations Unies, le Conseil de l'Europe, l'Union européenne et l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe) sur des sujets d'intérêt commun ayant trait à la commémoration et à l'éducation sur l'Holocauste;
- entrepris des initiatives de mobilisation auprès de plusieurs pays non membres de l'AIMH portant sur diverses questions touchant l'Holocauste, tant en Europe qu'en Amérique du Sud;

Tim Uppal, ministre d'État au Multiculturalisme, prenant la parole lors d'une réception organisée par B'nai Brith Canada, au Barreau du Haut-Canada, grâce à du financement du gouvernement du Canada, parallèlement aux séances de travail semestrielles de l'AIMH, le 6 octobre 2013, à Toronto (Ontario).

- accordé du financement pour aider à numériser et à préserver les témoignages de survivants de l'Holocauste au Canada, les rendant ainsi accessibles aux générations futures;
- conçu et inauguré, en collaboration avec le Conseil des ministres de l'Éducation (Canada), un prix national non récurrent : le Prix d'excellence pour l'éducation sur l'Holocauste;
- publié un manuel de recherche des ressources documentaires ayant trait à l'Holocauste détenues par Bibliothèque et Archives Canada;
- fourni du financement à des institutions canadiennes pour leur permettre de mener de la recherche et de déterminer l'origine des œuvres d'art remontant à l'époque de l'Holocauste de leurs collections.

Ces initiatives ainsi que d'autres ont été entreprises grâce au soutien et à l'orientation d'un conseil consultatif national coprésidé par la sénatrice Linda Frum.

L'extraordinaire travail humanitaire du diplomate suédois Raoul Wallenberg, qui a sauvé quelque 100 000 juifs de la Hongrie nazifiée, a été le point de mire d'une réception organisée par B'nai Brith Canada, au Barreau du Haut-Canada, grâce à du financement du gouvernement du Canada, parallèlement aux séances de travail semestrielles de l'AIMH.

De gauche à droite : Anita Bromberg, directrice nationale des Affaires juridiques, B'nai Brith Canada; le ministre Tim Uppal; Judith Weiszmann, survivante de l'Holocauste; Mario Silva, président de l'AIMH; Thomas G. Conway, trésorier, Barreau du Haut-Canada; et Alain Goldschlager, délégué de l'AIMH et directeur du Holocaust Literary Research Institute, University of Western Ontario, le 6 octobre 2013, à Toronto (Ontario).

Conserver les témoignages des survivants de l'Holocauste

Par le truchement d'Inter-Action, le Programme de subventions et de contributions pour le multiculturalisme administré par CIC, le gouvernement du Canada a octroyé environ 800 000 $ à quatre organisations dans le but de conserver les témoignages des survivants canadiens de l'Holocauste :

- Le Vancouver Holocaust Education Centre appuiera la conservation, l'accès et l'utilisation des témoignages des survivants de l'Holocauste dans les écoles;
- Le Centre commémoratif de l'Holocauste à Montréal et le Sarah and Chaim Neuberger Holocaust Education Centre à Toronto s'uniront en partenariat pour numériser les séquences vidéo existantes des témoignages des survivants de l'Holocauste;
- Une archive numérique des témoignages des survivants de l'Holocauste de l'organisme March of the Living Canada sera créée par les Jewish Federations of Canada-United Israel Appeal of Canada. La *March of the Living* est un programme d'éducation annuel qui rassemble des élèves du monde entier afin d'explorer les vestiges de l'Holocauste.

L'aide financière du gouvernement fédéral aidera ces organisations à renseigner les Canadiens sur l'Holocauste et rendra certains outils pédagogiques essentiels encore plus accessibles aux éducateurs qui s'intéressent à l'Holocauste.

Le ministre Kenney félicitant Scott Masters, lauréat du Prix d'excellence pour l'éducation sur l'holocauste, à Toronto (Ontario).

Le Prix d'excellence pour l'éducation sur l'holocauste

Le Prix d'excellence pour l'éducation sur l'holocauste de CIC a été créé dans le but d'appuyer l'année de présidence canadienne de l'AIMH, de promouvoir des méthodes d'enseignement exemplaires et d'aider les enseignants à partager leurs idées novatrices au sein du milieu de l'éducation du Canada. Les enseignants de partout au Canada qui travaillent dans une école agréée par une province ou un territoire et qui enseignent aux élèves de la 6e à la 12e année (de la 6e année du primaire à la 5e année du secondaire au Québec) pouvaient soumettre leur candidature en vue de recevoir une bourse de 5 000 $ dans le but de favoriser l'éducation sur l'Holocauste dans leur école.

En octobre 2013, Jason Kenney, ministre du Multiculturalisme, a annoncé que Scott Masters, enseignant au collège préparatoire Crestwood de Toronto, en Ontario, était le lauréat du Prix en raison de son approche novatrice à la promotion de la compréhension et de la connaissance de l'Holocauste ainsi que de ses conséquences.

Les enseignants suivants ont obtenu des mentions honorables :

- M. Dale Martelli (école technique secondaire de Vancouver, Colombie-Britannique);
- M. Ken Ipe (école secondaire Dr. Charles Best, Coquitlam, Colombie-Britannique);
- M. Graeme Stacey (école secondaire Kelowna, Colombie-Britannique);
- Mmes Line Dubé et Annie Frenette (école secondaire Marie-Clarac, Montréal, Québec);
- Mme Tricia Leduc (école secondaire Sir Wilfrid-Laurier, Ottawa, Ontario).

Le Concours international d'affiches

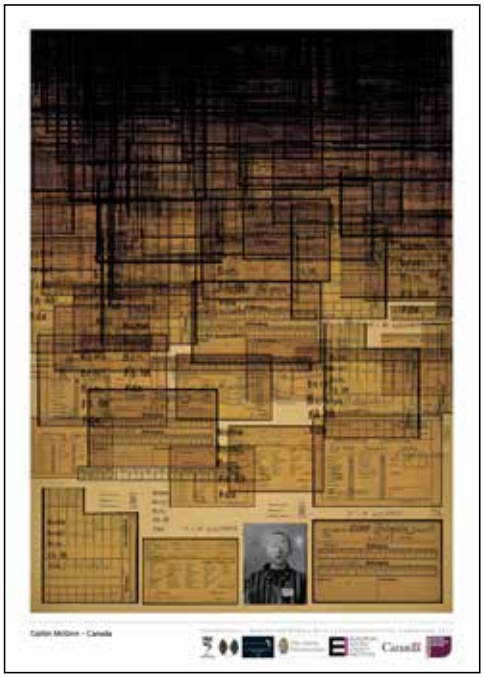
Également en marge de l'année de présidence canadienne, les étudiants postsecondaires canadiens en graphisme ou en art et design ont été invités à participer, en compagnie d'étudiants provenant du monde entier, à un concours international d'affiches sur l'Holocauste ayant pour thème « Préserver la mémoire – Voyages au-delà de l'Holocauste ». Cette initiative conjointe de l'AIMH et du centre Yad Vashem en Israël cherchait à donner de la substance, un sens et une valeur éducative aux commémorations de l'Holocauste.

Dans le cadre du concours, des séminaires d'enseignement sur l'Holocauste ont été organisés dans des collèges et universités d'un bout à l'autre du Canada, ainsi qu'en ligne, avec le soutien de centres de l'Holocauste locaux. Au total, 46 créations artistiques ont été reçues de partout au pays. MM. Carson Phillips (chef de l'éducation du Sarah and Chaim Neuberger Holocaust Education Centre de Toronto) et Charles Pachter (artiste contemporain canadien de renommée internationale) ont choisi sept finalistes canadiens, dont l'œuvre a ensuite été transmise à un comité de sélection international.

L'affiche créée par Mme Caitlin McGinn, étudiante à l'Université de l'art et du design Emily Carr, a été désignée grande gagnante du concours, tandis que Mme Carling Hind, qui étudie aussi à l'Université Emily Carr, était l'auteure de l'affiche ayant remporté la deuxième place. Les affiches de deux autres étudiants canadiens, à savoir M. Derek Michael Wasylyshen (Université du Manitoba) et M. Joakim Sundal (Université Emily Carr) se sont aussi classées parmi les 16 meilleures affiches à l'échelle internationale.

Les affiches originales de sept étudiants postsecondaires canadiens inscrits à des programmes d'art et de design provenant d'un peu partout au Canada peuvent être visualisées ici.

À compter du 27 janvier 2014, afin de souligner la Journée internationale dédiée à la mémoire des victimes de l'Holocauste, les 16 affiches arrivées en tête de liste ont été exposées dans plus de 90 endroits du monde, y compris en des lieux aussi prestigieux que le siège des Nations Unies à New York, à Genève et à Vienne, et la Commission européenne à Bruxelles.



L'affiche qui a remporté la première place (Mme Caitlin McGinn).

L'affiche qui a remporté la deuxième place (Mme Carling Hind).

Le fonds documentaire lié à l'Holocauste de Bibliothèque et Archives Canada

Bibliothèque et Archives Canada (BAC) a conçu un guide thématique accessible au public contenant une liste de documents sur l'Holocauste faisant partie de son fonds documentaire. Le Manuel de recherche des ressources documentaires de Bibliothèque et Archives Canada sur l'Holocauste sert d'introduction au matériel provenant de sources d'archives et de documents publiés qui sont liés à une vaste gamme d'événements et de décisions survenus avant, pendant et après la Deuxième Guerre mondiale. Le manuel présente des documents tirés de sources gouvernementales et privées.

Les réunions de l'Alliance internationale pour la mémoire de l'Holocauste dirigées par le Canada

Comme président, le Canada a été l'hôte de la première de deux réunions de l'AIMH, tenue à l'ambassade canadienne à Berlin (du 11 au 14 juin 2013). Plus de 100 délégués des 31 pays membres, ainsi que des observateurs permanents de l'AIMH, des pays observateurs et des invités spéciaux provenant d'États non membres de l'AIMH étaient présents. Quelques réalisations clés ont découlé de cette rencontre, notamment les suivantes :

- L'approbation d'un important projet pluriannuel international dont le but est de mener de la recherche sur les approches d'éducation sur l'Holocauste ainsi que leurs résultats;
- La mise en œuvre d'un nouveau processus de rapport annuel par les comités d'experts aux séances plénières sur les enjeux courants liés à l'antisémitisme ainsi qu'à la recherche et aux efforts de commémoration relatifs au génocide des Roms et des Sinti;
- Un accord en vue de concevoir des options d'orientations futures pour le programme de subventions de l'AIMH.

La deuxième réunion de l'AIMH a eu lieu à Toronto, du 6 au 10 octobre 2013. Plus de 175 délégués des 31 pays membres y ont participé, en plus de représentants des pays observateurs et d'invités spéciaux de l'Ukraine, de l'Australie et de l'Uruguay. Également, certains hauts fonctionnaires et experts canadiens ont assisté à la rencontre, dont l'honorable Tim Uppal, ministre d'État au Multiculturalisme, et Mme Fran Sonshine, du Conseil d'édification du Monument national de l'Holocauste. Les cinq jours de réunions ont commencé par une conférence universitaire à l'Université de Toronto, les 6 et 7 octobre, qui a rassemblé 24 experts internationaux (de l'Amérique du Nord, de l'Europe, d'Israël, de l'Australie et de l'Argentine) afin de mettre en relief les résultats d'une nouvelle recherche interdisciplinaire sur l'Holocauste.

La conférence à l'Université de Toronto s'est poursuivie par des réunions de groupes de travail portant sur un certain nombre de sujets, notamment les stratégies de lutte contre l'antisémitisme, des façons de rendre la commémoration de l'Holocauste encore plus significative et l'amélioration de l'éducation sur l'Holocauste. Ces réunions ont été couronnées par une séance plénière le 10 octobre, où un consensus international a été dégagé pour plusieurs initiatives clés, incluant les suivantes :

- l'adoption d'une définition pratique de la négation et de la distorsion de l'Holocauste;
- la création de la subvention Yehuda Bauer afin de reconnaître une proposition de projet exceptionnelle par année au moyen du programme de subventions de l'AIMH;
- l'acceptation de l'Uruguay en tant que cinquième pays observateur de l'AIMH;
- la création d'un rapport annuel du président de l'AIMH.

De plus, plusieurs événements culturels ont eu lieu à Toronto parallèlement aux réunions, dont un concert en l'honneur des éducateurs survivants de l'Holocauste ainsi qu'un dîner pour rendre hommage aux familles qui ont donné refuge à des juifs en Hollande lors de la Deuxième Guerre mondiale.

La page Web « Le Canada et l'Holocauste » de CIC contient plus d'information sur l'année de présidence canadienne de l'AIMH ainsi que d'autres initiatives gouvernementales liées à l'éducation, à la commémoration et à la recherche sur l'Holocauste.

DEUXIÈME PARTIE

LE PROGRAMME DU MULTICULTURALISME 2013–2014

Cette partie contient un aperçu des principales activités entreprises par Citoyenneté et Immigration Canada en vue d'exécuter le Programme du multiculturalisme et d'appliquer la *Loi sur le multiculturalisme canadien* au cours de l'année 2013-2014 visée par le rapport.

Le programme de subventions et de contributions Inter-Action

CIC administre Inter-Action, le Programme de subventions et de contributions pour le multiculturalisme du Canada, par le truchement de deux volets :

Le volet **Projets d'Inter-Action** offre du financement en vue d'initiatives pluriannuelles dans le but de favoriser une société intégrée et cohésive sur le plan social. En 2013-2014, différents projets ont obtenu du financement pour un total de 3,5 millions de dollars.

Le volet **Activités d'Inter-Action** offre du financement en vue d'activités communautaires qui favorisent au moins un des objectifs suivants : la compréhension interculturelle et interconfessionnelle; la mémoire et la fierté civiques; et le respect des valeurs démocratiques de base. En 2013-2014, un financement total d'une valeur de 1,5 million de dollars a été octroyé à de nombreuses activités organisées partout au Canada.

Exemples d'activités et de projets financés en 2013-2014 dans le cadre du programme Inter-Action

PROJETS
The Journey Project: History's Lessons, Today's Youth, Tomorrow's Leaders

Facing History and Ourselves
Toronto, Kitchener-Waterloo et Winnipeg

Ce projet a permis de renseigner des centaines de jeunes sur les origines de la haine et de la violence ainsi que les avantages associés à la création de ponts entre les communautés dans le but de combattre le racisme, les préjugés et la discrimination. L'organisme Facing History and Ourselves a fourni aux enseignants des outils pédagogiques efficaces évoquant les leçons tirées de l'Holocauste et de la montée du nazisme, le génocide arménien, la réponse de la société civile au Chili de Pinochet, la réponse mondiale au génocide au Rwanda et d'autres événements similaires survenus au cours de l'histoire récente. L'étude de ces tragédies historiques a été conçue de manière à faire participer les élèves et à accroître leur pensée critique sur la façon dont les sociétés peuvent adopter une approche d'intégration ou d'exclusion, ainsi que les dangers inhérents au racisme et aux préjugés. Les enseignants ont été formés en vue d'aider les jeunes Canadiens à établir un lien entre ces événements et leur propre vie, afin de leur faire comprendre ce que signifie que de vivre dans une collectivité multiculturelle.

Projet de publication, d'exposition, de média numérique et d'activités communautaires

Ukrainian Jewish Encounter
Toronto, Ottawa, Montréal, Winnipeg et Edmonton

Le projet de l'organisation Ukrainian Jewish Encounter (UJE) a permis de promouvoir la compréhension entre les communautés juives et ukrainiennes canadiennes à l'aide d'un certain nombre d'initiatives. Grâce à de l'aide financière du gouvernement, UJE a publié un ouvrage illustré portant sur l'histoire des juifs et des Ukrainiens (au Canada et à l'étranger) et une collection d'essais sur l'interaction ukrainienne-juive dans des domaines culturels clés, incluant la musique, les arts, l'architecture, la langue, la littérature et le folklore. De plus, UJE a conçu et monté une exposition de musée sur les relations ukrainiennes-juives dans les pays d'origine et au Canada; une version réduite de l'exposition sera élaborée en prévision d'une tournée dans des écoles et des centres communautaires de nombreuses villes canadiennes. Ce projet a aussi permis de rédiger des lignes directrices destinées aux enseignants afin de faire participer les élèves à des discussions plus vastes sur les stéréotypes, le racisme et l'importance du pluralisme.

Le Canada interconfessionnel et le sentiment d'appartenance : un projet de promotion de l'éducation et de l'engagement civiques

Fondation canadienne des relations raciales
Pancanadien

Grâce au financement octroyé par le Programme du multiculturalisme, la Fondation canadienne des relations raciales (FCRR) a entrepris une série de consultations et d'ateliers pancanadiens sur des sujets liés à l'harmonie interconfessionnelle et à l'identité canadienne au cours de la dernière année de son projet triennal, qui a pris fin en mars 2014. La FCRR a organisé le Concours national de vidéo pour les jeunes sous le thème « Qui suis-je? Je suis Canadien. », qui a mené à la création de vidéos au sein de 18 écoles secondaires d'un bout à l'autre du Canada. Deux des créations gagnantes ont par la suite été converties en messages d'intérêt public qui ont été télédiffusés partout au pays. Les vidéos gagnantes et des liens aux meilleurs films de 30 secondes sont diffusés sur le site Web de la FCRR. De plus, la FCRR a conçu un manuel de ressources pour aider les collectivités à comprendre les droits et responsabilités des citoyens canadiens, lequel comprend des chapitres sur la confession et la spiritualité, le dialogue interconfessionnel, l'identité, l'appartenance, les droits de la personne, les valeurs et l'engagement civique, soit autant de sujets ayant trait à la promotion de l'harmonie religieuse et raciale au Canada.

New Beginnings: Young Canadians' Peace Dialogue on China and Tibet

Mosaic Institute for Harnessing Diversity
Toronto (Ontario) et Calgary (Alberta)

La Mosaic Institute a achevé, en mars 2014, son initiative biennale intitulée *New Beginnings: Young Canadians' Peace Dialogue on China and Tibet*. Le projet a rassemblé près de 250 jeunes Canadiens âgés de 18 à 30 ans qui se définissent comme membres des diasporas des Chinois hans ou ethniquement tibétaines dans le cadre d'un programme conjuguant le dialogue respectueux axé sur la paix à un projet de service collaboratif qui a témoigné du profond engagement canadien des participants envers la citoyenneté planétaire. Le programme a eu lieu à Toronto et à Calgary, où il a été présenté en collaboration avec le Centre pour la recherche en Asie de l'Université York et le Département de linguistique, des langues et de la culture de l'Université de Calgary.

Un comité directeur formé de plusieurs jeunes adultes Canadiens – dont la moitié était d'origine tibétaine et l'autre moitié d'origine chinoise han – a aidé à façonner et à guider le projet. Ensemble, les membres ont ébauché un « énoncé des valeurs » commun et ont exécuté le projet dans un contexte de discussion éclairée et de respect mutuel. Les participants de *New Beginnings* ont créé un nouveau groupe, nommé CanEngage, qui contribue à la collecte de fonds pour le compte de Machik, une organisation non gouvernementale canadienne vouée à la prestation d'éducation de niveau secondaire aux jeunes habitants dans les régions rurales du plateau tibétain.

ACTIVITÉS

Freedom Day 2013

Les amis du Centre Simon Wiesenthal pour les études sur l'Holocauste
Toronto (Ontario)

Le 25 septembre 2013, des conférenciers de marque et des jeunes de différentes origines ont partagé de puissants messages pour renforcer les valeurs de la citoyenneté que sont la liberté, les droits humains, la paix et l'inclusion dans le contexte de diversité multiculturelle et multiconfessionnelle du Canada. Plus de 3 500 élèves de divers horizons faisant partie des conseils scolaires du sud de l'Ontario, des dirigeants des corps policiers et d'autres dignitaires ont participé à une activité tenue au Yonge-Dundas Square, à Toronto. Des élèves de différentes origines religieuses et ethniques ont été invités sur l'estrade tout au long du programme pour poser des questions, lire des témoignages ou raconter les expériences des personnes qui ont surmonté des épreuves relatives au racisme et à l'intolérance. Le ministre de Citoyenneté et Immigration, Chris Alexander, a participé, en compagnie du président du Centre, Avi Benlolo, à une cérémonie d'inauguration du nouvel autobus utilisé dans le cadre de l'initiative d'éducation mobile du Centre, qui porte le nom de Tour for Humanity. Max Eisen, survivant de l'Holocauste, a livré un témoignage émouvant sur la façon dont l'Holocauste avait anéanti tous les espoirs et les rêves qu'il caressait lorsqu'il était enfant, faisant ressortir l'ampleur de la dévastation que cause la haine. Enfin, l'astronaute canadien, Chris Hadfield, a parlé des libertés exceptionnelles dont jouissent les Canadiens et de la façon dont cette liberté lui a permis de connaître du succès à l'échelle internationale.

Programme communautaire du Toronto Black Film Festival

La Fondation Fabienne Colas
Toronto (Ontario)

La Fondation Fabienne Colas a été l'hôte de la deuxième édition du programme communautaire du Toronto Black Film Festival, à Toronto, du 12 au 15 février 2014. Les projections de films ont été suivies par des prestations musicales et des discussions en groupe sur des thèmes particuliers, comme le soccer en tant qu'outil d'intégration pour les jeunes des communautés ethniques et culturelles, la représentation des Noirs dans les films et à la télévision ainsi que la poésie slam comme forme d'expression pour les jeunes gens.

Événement multiculturel Mosaïque

MOSAÏQUE-ARTS
Région de la Mauricie (Québec)

Les 18 et 19 mai 2013, l'Agora du parc portuaire de Trois-Rivières a été l'hôte de l'événement multiculturel Mosaïque, qui a célébré la diversité culturelle de la région de la Mauricie. Cet événement a permis de mettre en vedette différentes communautés représentées dans la région et a rassemblé quelque 5 000 participants, notamment des membres des communautés autochtones. Figuraient au programme des dégustations de mets ethniques, des spectacles, des expositions d'art visuel et des projets communautaires. Mosaïque a aussi présenté de l'artisanat autochtone et traditionnel québécois. Les activités organisées ont permis de rassembler la population afin de profiter d'une vaste gamme de spectacles et d'œuvres artistiques ainsi que de faire rayonner les différentes cultures de la région de la Mauricie.

Legacy (Black History Month 2014) Nelson Mandela

The National Black Coalition of Canada, section d'Edmonton
Edmonton (Alberta)

L'événement *Legacy Black History Month 2014 Nelson Mandela* s'est échelonné sur trois jours consécutifs entre le 1er février et le 1er mars 2014. Les participants ont pris part à une série de séances de dialogue et d'activités communautaires structurées visant à mettre en valeur la contribution de Nelson Mandela à la promotion de la paix mondiale et des droits de la personne; à présenter la riche diversité de la communauté noire d'Edmonton au moyen des arts visuels; et à célébrer la musique d'artistes noirs grâce à des prestations devant public offertes par des musiciens, des jeunes, des solistes et des chorales issus de la communauté. Ces activités ont été couronnées par une cérémonie de remise de prix d'excellence reconnaissant les personnes et les groupes en Alberta qui ont apporté des contributions exceptionnelles au moyen des sports, du service communautaire et de l'excellence académique.

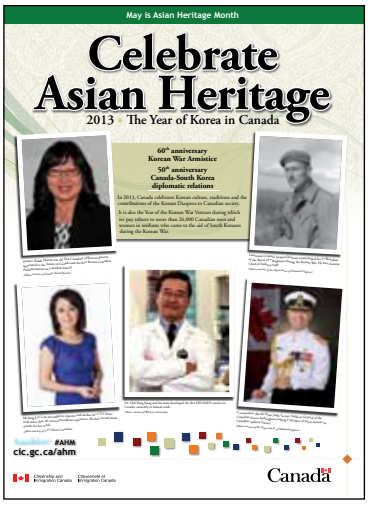
Promouvoir le multiculturalisme et l'intégration des nouveaux arrivants

Chaque année, le **Prix Paul Yuzyk pour le multiculturalisme** reconnaît des personnes qui se consacrent à la promotion du multiculturalisme et à l'intégration des nouveaux arrivants au Canada. Le prix commémore les réalisations du regretté sénateur Paul Yuzyk et le patrimoine novateur qu'il nous a légué, dont les efforts ont contribué à la reconnaissance du multiculturalisme comme l'une des caractéristiques fondamentales du patrimoine et de l'identité du Canada. Le ministre Jason Kenny a décerné le prix de 2013 à M. Bashir Ahmed, un immigrant d'origine somalienne qui a travaillé comme bénévole au Centre de santé et services communautaires Carleton, à Ottawa. M. Ahmed a plus tard fondé l'Association des enseignants somaliens et a mis sur pied, à Ottawa, le Programme de liaison multiculturelle. Il est également le cofondateur et le directeur général de la Somali Canadian Education and Rural Development Organization, à Edmonton, dont la mission consiste à faciliter l'intégration des immigrants somaliens et à briser les barrières culturelles. Pour plus d'information, consultez le site : http://nouvelles.gc.ca/web/article-fr.do?nid=754859&_ga=1.193320813.137224656.1391697546.

En mai 2013, on a célébré le **Mois du patrimoine asiatique** (MPA) sous le thème « L'année de la Corée au Canada » et reconnu deux importants jalons : le 60e anniversaire de l'armistice qui a mis fin à la guerre de Corée et le 50e anniversaire des relations diplomatiques entre le Canada et la Corée du Sud. Le 1er mai, CIC a été l'hôte d'une réception en soirée pour marquer le lancement du MPA 2013, et il a encouragé les Canadiens à prendre part aux activités du MPA organisées au cours du mois de mai. CIC a produit une affiche commémorative reflétant le thème de 2013, sur laquelle figuraient quelques éminents Canadiens d'origine coréenne. L'affiche éducative a été offerte gratuitement aux enseignants, aux écoles et aux bibliothèques de tout le Canada.

CIC a actualisé la partie de son site Web portant sur le MPA et à publicisé ses ressources sur le MPA auprès de quelque 16 000 enseignants et écoles. Dans les quatre coins du pays, CIC a organisé une variété d'activités et d'expositions sur le MPA, notamment une randonnée pédestre historique dans les rues du quartier coréen de Toronto, en partenariat avec Heritage Toronto, ainsi que des cérémonies de citoyenneté spéciales et des kiosques d'information lors d'événements communautaires et dans des lieux publics. L'exposition photographique itinérante de CIC, intitulée *Célébrons le patrimoine asiatique*, et d'autres panneaux d'exposition déroulants sur le MPA ont été présentés à divers endroits dans le cadre d'activités organisées partout au Canada.

Le ministre Kenney décernant le Prix Paul Yuzyk pour le multiculturalisme de 2013 à Bashir Ahmed.



Célébrons le patrimoine asiatique : 2013 l'année de la Corée au Canada.

Le ministre Kenney en compagnie d'invités spéciaux lors de la réception marquant le lancement du Mois du patrimoine asiatique 2013.

Le ministre Kenney en compagnie d'invités et d'anciens combattants de la guerre de Corée lors de la réception marquant le lancement du Mois du patrimoine asiatique 2013.

En février 2014, en marge des célébrations annuelles au cours du **Mois de l'histoire des Noirs**, CIC a entrepris une variété d'activités s'articulant autour du thème « Fiers de notre histoire ». Plus particulièrement, CIC a reconnu les contributions des Canadiens de race noire à l'histoire militaire du Canada, afin de commémorer le 100e anniversaire du déclenchement de la Première Guerre mondiale et le 75e anniversaire de la Deuxième Guerre mondiale. De plus, deux communautés ayant une signification historique pour les Canadiens de race noire – Africville en Nouvelle-Écosse et Hogan's Alley en Colombie-Britannique – ont été mises en vedette par le truchement des activités de CIC et de timbres commémoratifs émis par Postes Canada. CIC a organisé une réception en guise de lancement officiel, le 6 février, au Musée canadien de la guerre, et le Ministère a conçu une affiche éducative qui a été distribuée partout au pays, principalement aux enseignants, aux bibliothèques et à différents comités de diversité dans le milieu de travail.

Le ministre Kenney dévoilant les timbres commémoratifs émis par Postes Canada dans le cadre du Mois de l'histoire des Noirs 2014, en compagnie de Deepak Chopra, président-directeur général de la Société canadienne des postes, et Rosemary Sadlier, présidente de la Ontario Black History Society.

Le ministre Kenney prenant la parole lors de la réception pour le lancement de l'édition 2014 du Mois de l'histoire des Noirs.

Par souci de sensibiliser les gens aux contributions des Canadiens d'origine africaine et antillaise, CIC a actualisé son site Web sur le Mois de l'histoire des Noirs et il a largement fait usage de Twitter pour diffuser des messages tout au cours du mois de février. Également, CIC a offert son exposition photographique itinérante *En route vers le Nord* –qui raconte l'histoire des Noirs, de l'esclavage jusqu'à la liberté, tout en soulignant la contribution de leaders noirs d'aujourd'hui – à des groupes partout au Canada qui désiraient présenter cette exposition dans le cadre de diverses activités. Cette année, l'exposition a été en montre dans des postes de police de Toronto, au Musée McCord à Montréal et au Musée canadien de l'immigration du Quai 21 à Halifax.

Le Coin Web des enseignants et des jeunes

Le **Coin Web des enseignants** et **des jeunes** de CIC a comme objectif d'accroître la sensibilisation à la citoyenneté canadienne, à l'identité, au multiculturalisme et à l'immigration, ce qui aide les jeunes à mieux comprendre le Canada, ses institutions, ses symboles, ses valeurs et comment les personnes de différentes origines ont façonné le développement de notre pays. Le Coin Web offre une variété de ressources didactiques et de jeux interactifs conviviaux, des activités et de l'information s'adressant aux élèves du niveau primaire, intermédiaire et secondaire ainsi qu'à leurs enseignants.
De plus, il fournit aux enseignants des outils pédagogiques connexes pour les aider à enseigner cette matière de façon agréable, éducative et interactive.

En 2013-2014, CIC a actualisé le **Musée virtuel de l'histoire des Noirs du Canada** afin d'inclure une section sur Willie O'Ree, le premier joueur de hockey noir de la Ligue nationale de hockey. En 2013-2014, le Coin Web a enregistré près de 70 000 visites, et le jeu-questionnaire « Dans quelle mesure êtes-vous Canadien? » est demeuré populaire auprès des utilisateurs.

Les partenariats avec des organisations non gouvernementales

Pour faire avancer les objectifs de la *Loi sur le multiculturalisme canadien*, CIC a créé des partenariats avec de nombreuses organisations clés nationales et internationales dans le but de promouvoir le multiculturalisme canadien. Suivent ci-dessous quelques exemples des principaux partenariats de CIC :

Le **Fonds canadien de reconnaissance de l'internement durant la Première Guerre mondiale** a été créé en 2008 grâce à une dotation de 10 millions de dollars du gouvernement du Canada. Le Fonds appuie des projets qui commémorent les expériences des communautés ethnoculturelles touchées par les politiques d'internement du Canada durant la Première Guerre mondiale. En 2013-2014, un timbre commémorant le Fonds a été émis, et ce dernier a continué d'appuyer un plan quinquennal national visant à renseigner les jeunes et les éducateurs au sujet des activités d'internement survenues au Canada. Ce soutien s'est manifesté par l'administration de subventions qui appuient des expositions historiques et artistiques, des événements commémoratifs, des films et des projets de recherche, ainsi que par la publication de livres et d'articles.

Le 13 septembre 2013, Parcs Canada a officiellement inauguré une exposition nationale sur l'internement, intitulée Sujets d'un pays ennemi, prisonniers de guerre : les opérations d'internement au Canada pendant la Première Guerre mondiale, de 1914 à 1920, au lieu historique national Cave and Basin dans le parc national Banff. Ce lieu a abrité l'un des 24 camps d'internement que le Canada a mis sur pied lors de la Première Guerre mondiale.

La **Fondation canadienne des relations raciales** (FCRR) est une société d'État qui a été fondée par le gouvernement du Canada à l'aide d'un fonds de dotation de 24 millions de dollars dans le sillon de l'*Entente de redressement à l'égard des Canadiens d'origine japonaise* de 1988. Sa mission est d'aider à éliminer le racisme et toutes les formes de discrimination dans la société canadienne. En 2013-2014, la FCRR a continué de s'intéresser aux questions liées au racisme et à la discrimination, tout en mettant l'accent sur la citoyenneté inclusive et l'appartenance, au moyen du partage d'information à l'aide de son centre d'information fondé sur le Web ainsi qu'en livrant des séances de formation aux dirigeants des systèmes scolaires.

Photo gracieusement fournie par Frank Jankac.

Première rangée : Dave McDonough, maître de cérémonie, surintendant de l'Unité de gestion de Banff, Parcs Canada, le ministre Kenney, et Ivan Grbešić, président du Fonds canadien de reconnaissance de l'internement durant la Première Guerre mondiale. Deuxième rangée : James Bezan, député de Selkirk-Interlake, et le sénateur Scott Tannas.

Le 22 septembre 2013, le ministre Kenney a rencontré le conseil d'administration de la Fondation canadienne des relations raciales.

De gauche à droite : Arthur Miki (représentant de l'Association nationale canadienne japonaise à la FCRR), Ashraf Ghanem, Albert Lo, président de la FCRR, le ministre Kenney, Toni Silberman, vice-présidente de la FCRR, Rubin Friedman, Paul Attia, Christine Douglass-Williams et Jayashree Thatte Bhat.

Le 23 mai 2013, l'ancien secrétaire général des Nations Unies et lauréat du prix Nobel de la paix, M. Kofi Annan, a présenté la conférence du CMP. Il est accueilli sur l'estrade par Son Altesse l'Aga Khan.

La FCRR a également achevé la phase finale de son projet financé par CIC, intitulé Le Canada interconfessionnel et le sentiment d'appartenance, dont le but était de stimuler le dialogue et l'engagement civique parmi et entre les différentes communautés confessionnelles partout au Canada.

Le **Centre mondial du pluralisme** (CMP) est une société canadienne sans but lucratif, indépendante, fondée par Son Altesse l'Aga Khan en partenariat avec le gouvernement du Canada. La mission du CMP est de promouvoir le pluralisme à l'échelle internationale en tant que valeur humaine fondamentale. Le CMP favorise un dialogue et la recherche sur les avantages de la diversité et il collabore avec des chefs de file en matière de changement dans le monde entier. En 2013, le CMP a entrepris une initiative de recherche afin de cerner les moteurs de la cohésion civique au sein des différentes sociétés, a copublié une compilation d'essais intitulée *Ethnicity, Nationhood and Pluralism: Kenyan Perspectives* et il a amorcé de la recherche sur le Kirghizistan. Le CMP a poursuivi l'élaboration de son programme d'activités, et Kofi Annan a présenté une conférence lors du troisième Forum annuel sur le pluralisme.

Appuyer les institutions fédérales et publiques

Aux termes de la *Loi sur le multiculturalisme canadien*, le gouvernement fédéral doit promouvoir des approches coordonnées en vue de l'application de la politique de multiculturalisme à l'échelle de sa vaste gamme d'institutions. En 2013-2014, CIC a continué de fournir des conseils et du soutien aux institutions fédérales en vue de l'élaboration de programmes et de pratiques de multiculturalisme. Le Ministère a présenté des exposés sur le multiculturalisme à différentes institutions fédérales et leur a offert de la formation pour les aider à préparer leur bilan annuel des activités et des initiatives qu'elles ont entreprises en vue d'appliquer la *Loi sur le multiculturalisme canadien*.

Un mécanisme employé pour offrir ce soutien est le **Réseau des champions du multiculturalisme**, qui est composé de plus de 95 champions provenant des quatre coins de l'administration fédérale. Les champions jouent un rôle important au sein de leur institution respective pour faire avancer les initiatives de multiculturalisme et s'assurer que les questions liées au multiculturalisme sont prises en compte dans l'établissement de politiques, de programmes et de pratiques.

En 2013-2014, CIC à élaboré et mis à l'essai le **Portail du multiculturalisme**, un outil en ligne bilingue conçu pour accroître la collaboration à l'échelle de l'administration fédérale. Lorsqu'il sera complètement déployé, ce portail permettra aux membres de partager de l'information, des idées ainsi que de la rétroaction au sujet d'activités et d'initiatives de multiculturalisme.

La page d'entrée du Portail du multiculturalisme.

Le **Réseau fédéral-provincial-territorial des responsables des enjeux liés au multiculturalisme** est une tribune permanente qui permet aux représentants des gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux d'échanger de l'information sur les programmes, la recherche et les approches ayant trait au multiculturalisme, à la diversité et à la lutte contre le racisme. Il continue d'être un moyen de faciliter le dialogue intergouvernemental sur les politiques publiques et d'atteindre les objectifs communs par le truchement des exposés présentés par les membres et les discussions entre ceux-ci.

Des efforts complémentaires en matière de multiculturalisme

CIC continue d'appuyer les politiques, les programmes et les services qui contribuent à la création d'une société intégrée et cohésive sur le plan social.

Citoyenneté

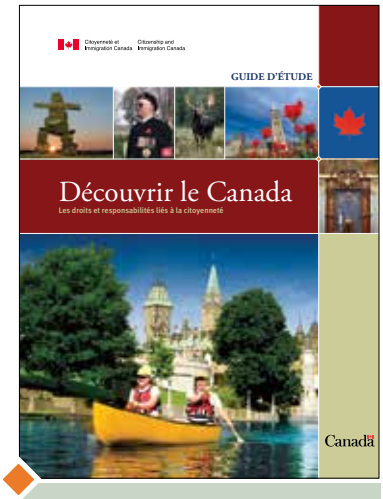
La citoyenneté est un jalon important de l'intégration des nouveaux arrivants. Le Programme de citoyenneté de CIC administre la législation en matière de citoyenneté et il promeut les droits et les responsabilités liés à la citoyenneté canadienne auprès des nouveaux arrivants et de tous les Canadiens. Le projet de loi C 24, la *Loi renforçant la citoyenneté canadienne*, a reçu la sanction royale le 19 juin 2014. Il s'agissait de la première réforme approfondie apportée à la *Loi sur la citoyenneté* depuis 1977. La Loi a été modifiée pour les fins suivantes :

- accroître l'efficacité du Programme de citoyenneté afin d'améliorer le traitement des demandes de sorte que les demandeurs qualifiés obtiennent la citoyenneté plus rapidement;
- renforcer les exigences en matière de citoyenneté et dissuader la citoyenneté de complaisance;
- améliorer les outils dont nous disposons pour assurer l'intégrité de programme et lutter contre la fraude;
- rendre hommage aux personnes qui servent le Canada.

Par exemple, en vertu des nouvelles exigences liées à la résidence, les demandeurs de citoyenneté devront être physiquement présents au Canada durant une plus longue période de temps avant de pouvoir présenter leur demande. De plus, les personnes faisant partie d'un groupe d'âge élargi devront satisfaire aux exigences liées aux aptitudes linguistiques et aux connaissances afin de pouvoir obtenir la citoyenneté canadienne. Les demandeurs plus jeunes et plus âgés seront mieux préparés pour assumer leurs responsabilités relatives à la citoyenneté, accéder au marché du travail et éviter l'isolement et l'aliénation.

CIC a continué de promouvoir la compréhension des droits et responsabilités liés à la citoyenneté pour renforcer sa valeur auprès des Canadiens. Pour ce faire, le Ministère a tiré parti de différents événements, de matériel et de projets qui mettaient aussi l'accent sur l'accroissement des connaissances sur les valeurs, l'histoire, les symboles et les institutions du Canada.

Le ministre Chris Alexander lors d'une cérémonie de citoyenneté en compagnie du député Devinder Shory, à Fort Calgary, le 19 février 2014, à Calgary (Alberta).



Découvrir le Canada : Les droits et les responsabilités liés à la citoyenneté

Le renforcement des connaissances de base essentielles pour la citoyenneté est une activité clé de CIC. Le guide d'étude en vue de la citoyenneté, *Découvrir le Canada : Les droits et responsabilités liés à la citoyenneté*, fait ressortir le rôle important que le multiculturalisme a joué dans l'instauration de la diversité canadienne. *Découvrir le Canada* met en lumière les moments clés de l'histoire canadienne, les lois et valeurs canadiennes ainsi que le rôle de la participation civique dans la société canadienne. Le guide célèbre également les réalisations de différents Canadiens qui ont contribué à la création d'une identité canadienne unique par le truchement de l'excellence dans les sports, l'administration gouvernementale, les sciences et les arts.

En 2013-2014, CIC a distribué environ 200 000 exemplaires imprimés du Découvrir le Canada. Également, le guide est devenu de plus en plus populaire sur le Web, et, en juin 2013, CIC a diffusé une version électronique audio en ligne afin d'accroître l'accessibilité des personnes ayant différents besoins d'apprentissage. D'éminents Canadiens, comme l'ancienne gouverneure générale, la très honorable Adrienne Clarkson, l'acteur Albert Schultz et le communicateur Ian Hanomansing, ont prêté leur voix à la narration anglophone de ce guide d'étude.

Au cours de 2013-2014, CIC a également continué à forger des partenariats avec des fournisseurs de services dans le cadre de projets de préparation à la citoyenneté qui promeuvent les concepts enseignés dans *Découvrir le Canada* et créent un programme et des outils s'adressant aux nouveaux arrivants visant à améliorer leur connaissance du Canada. CIC travaille avec l'Institut pour la citoyenneté canadienne afin de promouvoir les droits et les responsabilités liés à la citoyenneté canadienne et, en partenariat avec diverses organisations, le Ministère a organisé des cérémonies de citoyenneté dans des collectivités un peu partout au pays. Ces cérémonies donnent aux Canadiens l'occasion de réaffirmer leur citoyenneté en compagnie des personnes qui obtiennent la citoyenneté canadienne.

Promouvoir l'intégration

Les services d'établissement et d'intégration de CIC aident les nouveaux arrivants à réussir leur établissement économique et social au Canada. Certaines initiatives clés sont mises en relief ci après.

En partenariat avec les gouvernements provinciaux et territoriaux, CIC a entrepris un **sondage sur les résultat's en matière d'établissement**, dans le but d'évaluer les résultats obtenus d'un bout à l'autre du Canada et de cerner les facteurs qui influent sur le succès de l'établissement des nouveaux arrivants dans les cinq premières années suivant leur arrivée au Canada. CIC a entrepris une analyse détaillée des données et, en collaboration avec ses partenaires provinciaux et territoriaux, a élaboré *Aider les immigrants à réussir : un plan d'action fédéral-provincial-territorial*, qui a été approuvé en mars 2014 par les ministres de l'Immigration fédéral, provinciaux et territoriaux. Le plan d'action cerne plusieurs domaines de collaboration multilatérale, la priorité étant accordée à l'emploi, à la reconnaissance des titres de compétences étrangers, aux compétences dans les langues officielles et aux liens sociaux.

Le guide **Bienvenue au Canada** de CIC est le manuel officiel visant à aider les immigrants à se préparer et à s'adapter à la vie au Canada. Une nouvelle version du guide, qui présente du contenu actualisé et enrichi, a été lancée officiellement en avril 2013. L'outil en ligne **Vivre au Canada** permet de produire un plan d'établissement rempli de conseils, de prochaines étapes et de liens utiles en se fondant sur les réponses que l'utilisateur fournit à un bref questionnaire. Les utilisateurs peuvent aussi prendre connaissance d'organisations vouées au service aux immigrants grâce à la carte « Trouver les services », et ils peuvent transporter leur plan d'établissement avec eux afin d'obtenir un soutien personnalisé supplémentaire.

CIC accorde du financement aux **Partenariats locaux d'immigration** afin de faciliter la planification à l'échelle communautaire et

l'élaboration de stratégies d'immigration locales dans le but de surmonter les barrières locales à l'intégration. CIC est engagé à appuyer ce travail partout au pays, et il étend actuellement cette initiative dans de nouvelles collectivités.

Le **Programme fédéral de stage pour les nouveaux arrivants offre aux nouveaux arrivants** l'occasion d'acquérir une expérience de travail temporaire au sein d'organismes des secteurs public et privé, en plus de fournir de la formation interculturelle aux stagiaires et à leurs gestionnaires. Ce programme a été lancé en 2010 et il est exécuté à Ottawa, à Toronto, à Vancouver et à Victoria. Depuis 2010, plus de 274 stagiaires ont été placés dans 24 organismes publics et 6 organisations du secteur privé à l'intérieur des lieux de prestation.

Le **Programme de mentorat de la fonction publique fédérale** s'adressant aux nouveaux arrivants permet de jumeler des fonctionnaires fédéraux avec des nouveaux arrivants afin d'aider ces derniers à élargir leurs réseaux professionnels, à accroître leur compréhension de la culture du milieu de travail canadien ainsi qu'à préciser leurs objectifs de carrière et leurs stratégies de recherche d'emploi. Les mentorés tout comme les mentors reçoivent une formation interculturelle. Le programme de mentorat a été lancé en 2011 et il est exécuté en partenariat avec des fournisseurs locaux de services aux immigrants de Toronto, d'Ottawa et de Calgary.

En 2013, CIC a dirigé des séances dans le cadre du projet **Carrière alternative** en collaboration avec des fournisseurs de services dans le but d'offrir de l'information aux nouveaux arrivants sur d'autres carrières professionnelles possibles. Les employeurs et les régulateurs sont invités à présenter des exposés sur les compétences transférables, tandis que les nouveaux arrivants ont l'occasion de faire du réseautage et de se renseigner sur différentes perspectives de carrière au sein de diverses organisations. Jusqu'à présent, CIC a tenu huit séances Carrière alternative à Toronto, à Ottawa, à Halifax et à Calgary pour les secteurs des finances, de la comptabilité, du génie, de la biotechnologie et de la santé. En mars 2014, CIC a organisé un salon des carrières virtuel d'une journée qui a aidé les nouveaux arrivants à en apprendre davantage au sujet des autres carrières possibles dans les quatre coins du Canada. De plus, ce salon a jumelé les employeurs avec des candidats qualifiés afin de partager de l'information sur les possibilités de carrière au sein de leurs organisations. Cette activité a permis à 20 employeurs d'établir des liens avec quelque 1 900 nouveaux arrivants.

Le **Réseau des qualifications internationales** (RQI) est un forum en ligne où les employeurs, les organismes réglementaires, les gouvernements et les organisations de prestation de services aux immigrants peuvent partager des pratiques exemplaires en matière d'évaluation et de reconnaissance des titres de compétences étrangers. En mars 2014, les partenaires novateurs du RQI ont été reconnus lors d'une cérémonie de remise de prix tenue à Gatineau (Québec). La cérémonie, à laquelle a assisté l'honorable Costas Menegakis, secrétaire parlementaire au ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration, a permis de décerner des prix à cinq partenaires du RQI et de souligner la contribution d'autres acteurs qui ont assuré le succès du Réseau.

De droite à gauche, Carmen Munoz et Ying Xie recevant le prix décerné par le Réseau des qualifications internationales présenté par l'honorable Costas Menegakis. Cet événement s'est tenu à Gatineau, le 13 mars 2014, au Musée canadien de l'histoire.

Initiatives de recherche

CIC a entrepris de nombreuses initiatives de recherche en 2013-2014, notamment une série de précis d'information sur l'origine ethnique et le rapport intitulé *Le sentiment d'appartenance : revue de la littérature*. CIC a octroyé du financement en vue de la base de données sur les crimes haineux déclarés par la police, conçue par le Centre canadien de la statistique juridique de Statistique Canada en partenariat avec des forces policières, afin d'évaluer et de surveiller l'incidence des crimes haineux dans les collectivités à l'échelle pancanadienne. Pour plus d'information, consultez le http://www.cic.gc.ca/francais/ressources/recherche-stats.asp.

TROISIÈME PARTIE

L'APPLICATION DE LA *LOI SUR LE MULTICULTURALISME CANADIEN* DANS L'ENSEMBLE DES INSTITUTIONS FÉDÉRALES

Au moyen de la *Loi sur le multiculturalisme canadien*, le gouvernement du Canada est engagé à préserver et à valoriser le patrimoine multiculturel des Canadiens tout en s'employant à réaliser l'égalité de tous les Canadiens dans les secteurs économique, social, culturel et politique de la vie canadienne.

Le paragraphe 3(2) de la *Loi sur le multiculturalisme canadien* stipule que le gouvernement du Canada a comme politique que toutes les institutions fédérales ont les obligations suivantes :

a) faire en sorte que les Canadiens de toutes origines aient des chances égales d'emploi et d'avancement;

b) promouvoir des politiques, programmes et actions de nature à favoriser la contribution des individus et des collectivités de toutes origines à l'évolution du pays;

c) promouvoir des politiques, programmes et actions permettant au public de mieux comprendre et de respecter la diversité des membres de la société canadienne;

d) recueillir des données statistiques permettant l'élaboration de politiques, de programmes et d'actions tenant dûment compte de la réalité multiculturelle du pays;

e) mettre à contribution, lorsqu'il convient, les connaissances linguistiques et culturelles d'individus de toutes origines;

f) généralement, conduire leurs activités en tenant dûment compte de la réalité multiculturelle du Canada.

Pour la période 2013-2014 visée par le rapport, 139 institutions fédérales ont fourni des commentaires en vue du Rapport annuel sur l'application de la *Loi sur le multiculturalisme canadien*. Une liste complète de ces institutions se trouve à l'Annexe A.

La troisième partie de ce rapport présente un échantillon des activités de multiculturalisme entreprises par différentes institutions fédérales qui ont un lien direct avec les exigences énoncées dans la *Loi*. Ces exemples sont groupés sous les thèmes suivants : Établir des partenariats, Promouvoir la compréhension interculturelle et épouser la diversité, Intégrer l'éducation publique et l'action directe, Promouvoir une main-d'œuvre diversifiée et souple et Appuyer la recherche et la diffusion.

ÉTABLIR DES PARTENARIATS

Les partenariats entre les institutions fédérales, les gouvernements, les groupes communautaires ainsi que d'autres organismes sont essentiels à l'élaboration et à la prestation de programmes et services de multiculturalisme. Cette partie contient des exemples d'institutions fédérales qui ont fait cause commune avec d'autres organisations afin de mener à bien des initiatives de multiculturalisme à l'échelle locale, régionale, nationale et internationale.

Condition féminine Canada accorde du financement à des organismes qui travaillent auprès des femmes en vue de projets permettant d'aborder les barrières liées au genre faisant entrave à la vie économique, sociale et démocratique au Canada. En 2013-2014, environ 10 % des projets approuvés ont porté spécifiquement sur les besoins des femmes issues de différents groupes ethnoculturels. Par exemple, un appel de propositions comprenait un thème visant à aborder les besoins économiques des femmes immigrantes. Le Social Services Network en Ontario a reçu du financement pour travailler avec des jeunes filles d'origine sud-asiatique afin d'accroître leurs connaissances sur la violence contre les filles et les jeunes femmes au sein des communautés sud-asiatiques. Grâce à ce projet, les jeunes filles ont non seulement acquis des compétences en facilitation et en leadership, mais elles ont aussi conçu et livré des ateliers adaptés sur le plan culturel portant sur la violence faite aux femmes et aux filles. De plus, des fournisseurs de services de ces communautés ont amorcé un dialogue sur les façons dont leurs secteurs pourraient contribuer à des réponses mieux adaptées sur le plan linguistique et culturel à la violence liée au genre au sein des familles d'origine sud-asiatique.

La **Commission de la capitale nationale** collabore avec des communautés algonquines dans le cadre de divers projets. En marge des activités entourant les célébrations du 75e anniversaire du parc de la Gatineau, des événements tenus les 28 et 29 septembre 2013 ont été coordonnés par le Kitigan Zibi Anishinabeg Cultural Education Centre. Les activités estivales organisées au parc Algonquin ont permis de promouvoir la culture et les traditions algonquines auprès des visiteurs du parc, incluant une célébration artisanale des communautés de Kitigan Zibi et de Pikwàkanagàn.

L'**Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec** appuie des projets qui favorisent une participation accrue des groupes ethnoculturels au développement économique des régions du Québec. Au moyen du projet Info Entrepreneurs, on offre des services consultatifs sur les services et programmes gouvernementaux offerts aux communautés ethnoculturelles. Cet organisme possède aussi une bibliothèque d'ouvrages multilingues afin de satisfaire aux besoins d'information de différentes communautés ethniques.

Par le truchement de son Plan d'action économique de 2013, le gouvernement du Canada s'est engagé à travailler avec les Premières Nations en vue d'améliorer le Programme d'aide au revenu offert dans les réserves pour aider à faire en sorte que les jeunes membres des Premières Nations puissent avoir accès aux connaissances et à la formation dont ils ont besoin pour obtenir un emploi. Faisant fond sur des projets pilotes et des partenariats couronnés de succès qui ont lieu partout au pays, **Affaires autochtones et Développement du Nord Canada** a engagé 132 millions de dollars sur quatre ans pour aider les Premières Nations à surmonter les barrières actuelles à l'employabilité. Cet investissement aide les Premières Nations et les fournisseurs des Premières Nations à évaluer la préparation à l'emploi des participants ainsi que la formation en cours d'emploi et axée sur les compétences dont ils ont besoin.

Le gouvernement du Canada compte investir 1,1 milliard de dollars sur cinq ans dans la Feuille de route pour les langues officielles du Canada 2013-2018. Coordonnée par le **ministère du Patrimoine canadien**, la Feuille de route 2013-2018 comprend de nombreuses initiatives entreprises dans 14 institutions fédérales dans le but d'accroître l'épanouissement des deux langues officielles dans les communautés de tout le Canada. Les initiatives visent à assurer que les Canadiens ont des occasions d'apprendre leur propre langue officielle et d'être enseignés dans cette langue, en plus d'apprendre l'autre langue officielle, à renforcer les aptitudes linguistiques des nouveaux arrivants dans l'une ou l'autre des langues officielles et à appuyer les efforts qui encouragent l'immigration francophone vers les communautés francophones en situation minoritaire.

Exportation et Développement Canada (EDC) a parrainé la visite en Chine de l'Orchestre du Centre national des Arts en octobre 2013, qui comprenait une tournée dans sept villes (Beijing, Shanghai, Chongqing, Guangzhou, Tianjin, Fuling et Hong Kong). À titre de parrain du voyage, EDC a tiré parti de nombreuses occasions de réseautage avec des dirigeants chinois, le monde industriel et les consommateurs de l'une des plus importantes économies du monde connaissant la plus forte croissance. La visite a permis à EDC de hisser son profil et a coïncidé avec la réunion générale annuelle du Conseil d'affaires Canada-Chine, donnant ainsi à des entreprises canadiennes établies en Chine des occasions de prendre part à une panoplie d'activités commerciales et culturelles.

Exportation et Développement Canada a parrainé la visite en Chine de l'Orchestre du Centre national des Arts en octobre 2013.

PROMOUVOIR LA COMPRÉHENSION INTERCULTURELLE ET ÉPOUSER LA DIVERSITÉ

Conformément à la *Loi sur le multiculturalisme canadien*, les institutions fédérales ont mis en œuvre des programmes et des pratiques qui ont accru la diversité et ont fait la promotion de la compréhension interculturelle. Dans ce contexte, la partie suivante met en relief certaines initiatives qui ont créé ou renforcé les liens entre les nouveaux arrivants, les communautés ethnoculturelles, les peuples autochtones, les personnes handicapées et les communautés de langue officielle.

En 2013-2014, le **Musée canadien de l'immigration du Quai 21** a achevé la conception de sa première exposition itinérante, intitulée « Canada : Jour 1 », qui a pour but d'explorer les multiples facettes des expériences des nouveaux arrivants lors de leur premier jour au Canada, de la Confédération jusqu'à aujourd'hui. Le Musée a également forgé des partenariats avec des organisations des quatre coins du pays en vue de faciliter la tenue d'« ateliers d'histoires numériques » et de recueillir des témoignages sur l'immigration. Les participants de différentes origines culturelles ont partagé leurs histoires d'immigration et ont créé leur propre vidéo d'une durée de deux à cinq minutes.

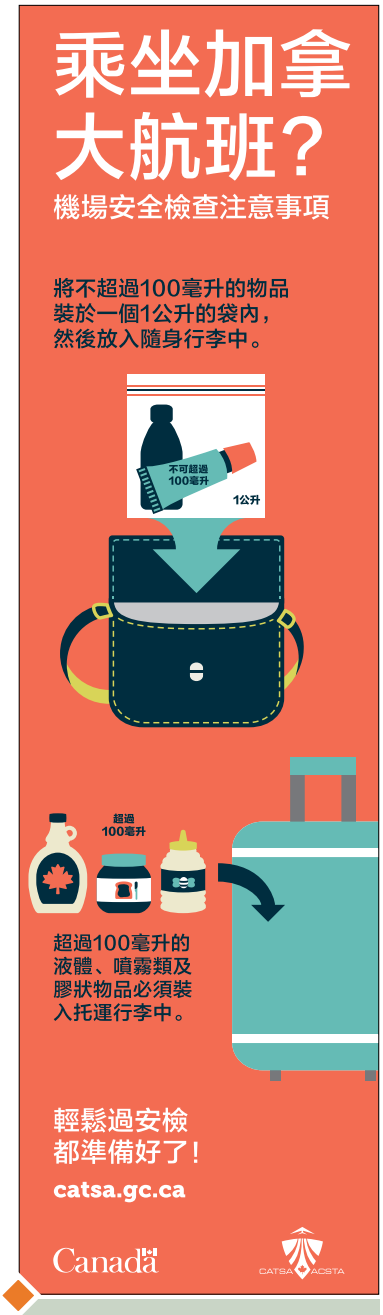
Les 24 et 25 octobre 2013, le **Conseil des arts du Canada** a organisé un « sondage sur l'équité » afin de solliciter les commentaires auprès de la collectivité sur les besoins et les aspirations des artistes issus de différentes communautés culturelles et artistiques, de groupes de personnes sourdes et handicapées ainsi que des communautés minoritaires de langue officielle. Le sondage a permis d'explorer des domaines dans lesquels le Conseil des arts pourrait peut-être intervenir stratégiquement – au moyen de politiques, de programmes de financement, de mécanismes ou de partenariats – dans le but d'aider ces groupes à concrétiser leur vision artistique, en plus de rassembler un groupe de concertation provenant des communautés artistiques désignées. Au moyen d'une série de panels, de sessions en sous-groupes et de discussions en groupes, les participants ont pu partager leur expertise, leurs idées et leurs préoccupations entre eux et avec le personnel du Conseil.

La **Monnaie royale canadienne** a invité tous ses employés des bureaux d'Ottawa et de Winnipeg à célébrer la Journée canadienne du multiculturalisme. Le thème de cette année rendait hommage à la culture autochtone conjointement avec le Mois national de l'histoire autochtone. Les activités comprenaient un menu d'inspiration autochtone, un jeu-questionnaire sur le multiculturalisme et une exposition de pièces de monnaie autochtones produites par la Monnaie royale canadienne. On trouvait au programme strictement localisé une prière d'ouverture, de la danse et des prestations musicales autochtones ainsi qu'un kiosque d'information tenu par un interprète du patrimoine enregistré.

Une célébration dans le cadre de la Journée internationale des personnes handicapées (le 3 décembre) a été organisée conjointement par **Finances Canada, Statistique Canada et Justice Canada** sous le thème « Briser les barrières, ouvrir les portes - Vers une société inclusive et un développement accessible à tous ». Différents événements figuraient au programme de la journée, notamment une « foire sur les capacités » à laquelle ont pris part une trentaine d'organisations, incluant l'Association québécoise des troubles d'apprentissage, la Clinique d'apprentissage spécialisée et le Service d'accès de l'Université d'Ottawa, dont le rôle est d'élaborer des

L'exposition Canada : Jour 1 conçue par le Musée canadien de l'immigration du Quai 21.

Les ateliers d'histoires numériques facilités par le Musée canadien de l'immigration du Quai 21.



La publicité de l'ACSTA.

stratégies pour réduire les barrières des élèves qui ont des troubles d'apprentissage. La « foire sur les capacités » a été suivie d'une présentation par les conférenciers invités Charles Tisseyre (journaliste scientifique de Radio-Canada) et Philippe Dufresne (directeur général et avocat général principal de la Commission canadienne des droits de la personne).

En 2013-2014, le commissaire adjoint de l'**Office national du film du Canada** a entrepris une tournée pancanadienne des communautés francophones. La tournée, qui a pris fin en février 2014, a couvert chaque province et territoire et a permis la tenue de réunions avec une centaine d'organisations francophones, dont des organisations représentant les femmes, les personnes âgées, les jeunes et les parents francophones.

INTÉGRER L'ÉDUCATION PUBLIQUE ET L'ACTION DIRECTE

En 2013-2014, les institutions fédérales ont entrepris diverses activités d'éducation publique et d'action directe afin d'accroître la participation de tous les Canadiens à la vie économique, sociale, culturelle et politique du Canada.

Emploi et Développement social Canada (EDSC) finance des projets qui aident les adultes à acquérir les compétences nécessaires pour obtenir un emploi ou améliorer leurs perspectives d'emploi. Par exemple, EDSC a conclu une entente quadriennale avec le YWCA de Toronto en vue du projet pilote *Literacy and Essential Skills for Employment*, dont l'objectif est de faire l'essai d'un modèle de programmation en matière d'emploi qui prévoit des interventions adaptées aux besoins afin d'aider les personnes à surmonter les barrières au maintien d'emplois et à l'avancement dans le milieu du travail. On visera essentiellement à examiner comment l'accroissement des capacités en lecture et en écriture ainsi que des compétences essentielles des peuples autochtones, des immigrants, des jeunes et des employés d'âge mûr améliore leurs perspectives d'emploi. Le YWCA de Toronto collaborera avec neuf autres centres, et les résultats et les leçons tirées du projet seront diffusés partout au Canada par l'entremise de ses réseaux YM/YWCA.

En tant qu'élément clé des activités de relations avec les médias de l'**Agence du revenu du Canada** (ARC), les employés des communications communiquent régulièrement des renseignements aux médias ethniques sur des questions fiscales portant principalement sur la sensibilisation aux obligations en matière d'impôt et la préparation d'une déclaration T1 générale personnelle du revenu et des prestations. Pendant la période de production des déclarations de revenus, l'ARC a joint les nouveaux Canadiens en Ontario à l'aide de diffusions en langue tierce et des médias imprimés dans 11 langues différentes. Les porte-parole de l'ARC, qui maîtrisent les troisièmes langues les plus couramment parlées dans la région du Grand Toronto, ont réalisé un total de 23 entrevues. Dans l'Ouest, l'ARC a communiqué avec les médias ethniques afin d'organiser des entrevues avec les médias sur des sujets généraux ayant trait à la période de production des déclarations de revenus. Les entrevues ont été menées par des porte-parole qui parlent couramment le cantonais, le mandarin et le panjabi, et les articles s'adressant à différents groupes ont été publiés en arabe, en chinois, en farsi, en dari, en hindi, en coréen, en panjabi, en russe, en urdu et en vietnamien.

L'**Administration canadienne de la sûreté du transport aérien** (ACSTA) reconnaît que les passagers ayant des besoins spéciaux ou de différentes origines culturelles ont souvent des exigences ou des préoccupations uniques en matière de contrôle de sûreté. L'*ACSTA dans la collectivité* est un programme de sensibilisation permettant à l'ACSTA de collaborer avec des groupes en particulier afin d'établir leurs besoins et de leur fournir de l'information personnalisée. Grâce à ce programme, l'ACSTA espère améliorer à la fois l'expérience des clients et le flux des passagers aux points de contrôle, ainsi que créer des relations mutuellement bénéfiques avec les groupes représentant les passagers qui ont des besoins spéciaux ou des origines ethniques diverses. Par exemple, un grand nombre de passagers voyageant par avion à différentes destinations de l'Asie transportent dans leur bagage de cabine des articles qui sont interdits. Pour aborder cette question, l'ACSTA a adapté sa campagne publicitaire en chinois traditionnel et a fait paraître des publicités dans les plus importants journaux chinois de Vancouver dans le but de renseigner les passagers au sujet des articles permis et non permis dans les bagages de cabine dans les aéroports canadiens.

Au **ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement du Canada**, plus de 100 missions ont permis d'établir une présence sur Facebook, YouTube, Twitter et d'autres médias sociaux afin de mettre en valeur le multiculturalisme et la diversité du Canada ainsi que son engagement envers les droits de la personne et la non-discrimination.

Le **Musée canadien de l'histoire** s'est lié en partenariat avec d'autres institutions dans le but de concevoir de vastes projets d'expositions multiculturelles :

- **Indigène et urbain** a présenté des expressions artistiques urbaines des peuples autochtones de juin à septembre 2013 et a proposé arts visuels et médiatiques, musiques, danses, films, lecture de textes et ateliers interactifs. Des artistes autochtones canadiens, inspirés et bouleversés par la vie urbaine contemporaine, soulèvent la question de l'identité et s'attaquent aux clichés au moyen d'œuvres axées sur l'humour ou la réflexion. Cette exposition a été inaugurée au cours du Mois national de l'histoire autochtone et a donné l'occasion d'honorer le patrimoine, les contributions et les cultures des peuples indigènes au Canada, d'hier à aujourd'hui.
- **Volte-face – Portraits de Canadiens fascinants** est une exposition qui a été présentée de mars à octobre 2013 et a invité le grand public à découvrir des facettes insoupçonnées ou méconnues de 59 personnalités hors du commun. Cette exposition comprenait un portrait de l'auteur, cinéaste et essayiste Mordecai Richler, du photographe portraitiste Yousuf Karsh, du militant écologiste David Suzuki et de l'ancienne gouverneure générale Adrienne Clarkson.
- **Vodou,** une exposition en montre jusqu'en février 2014, présentait l'une des plus importantes collections d'objets vodou au monde. Le Musée canadien de l'histoire a travaillé en étroite collaboration avec des membres de la communauté haïtienne-canadienne pour assurer l'authenticité de l'exposition, laquelle mettait en vedette des adeptes du vodou haïtiens-canadiens qui ont expliqué leur vision du monde, leur histoire et leurs croyances.

La cérémonie de citoyenneté tenue à la Division H de la **Gendarmerie royale du Canada**, en Nouvelle-Écosse, en janvier 2014, constituait une excellente façon de faire connaître la GRC aux communautés d'immigrants et aux nouveaux arrivants pour célébrer en compagnie de nouveaux citoyens canadiens. Outre le commandant divisionnaire et certains membres en tunique rouge, plusieurs employés de la GRC ont également assisté à la cérémonie.

Une photo de la cérémonie de citoyenneté tenue en janvier 2014 à la Division H.

De gauche à droite : la caporale Christine Hobin et Zeinab El-Sayed Mohamed El Zaher.

Les Forces armées canadiennes ont organisé des cours de la Qualification militaire de base pour les peuples autochtones.

PROMOUVOIR UNE MAIN-D'ŒUVRE DIVERSIFIÉE ET SOUPLE

Aux termes de la *Loi sur le multiculturalisme canadien*, il incombe aux institutions fédérales de voir à ce que les Canadiens de toutes les origines aient des chances égales d'obtenir un emploi et de l'avancement au sein de ces institutions. Dans ce contexte, les institutions fédérales ont indiqué avoir pris des mesures pour assurer le maintien de lieux de travail diversifiés et sensibles à l'aide d'initiatives touchant la formation, le recrutement, l'embauche et la création de réseaux.

Les **Forces armées canadiennes** (FAC) ont organisé une série de programmes de formation de qualification militaire de base s'adressant aux peuples autochtones. Cette formation a été offerte à 177 personnes et, de ce nombre, 146 ont terminé le programme avec succès. De plus, à la fin de l'été, 39 jeunes Autochtones ont vécu une journée de remise des diplômes après avoir terminé le programme d'instruction *Black Bear*, d'une durée de six semaines, lequel met l'accent sur le leadership militaire, le travail d'équipe et l'autodiscipline. Bien que ces programmes encouragent l'enrôlement dans les FAC, ils ne sont pas des programmes de recrutement à proprement parler. La participation à ces programmes donne aux jeunes gens des occasions de développer les compétences nécessaires pour entamer des carrières productives, incluant dans les FAC si tel est leur souhait.

L'**Agence canadienne de développement économique du Nord** a conçu et mis en œuvre un projet pilote de trois ans pour les bénéficiaires d'accords de revendications territoriales du Nunavut. Le *Projet pilote sur l'apprentissage et le perfectionnement des Inuits* offre aux Inuits de l'expérience de travail dans les ministères fédéraux, au gouvernement du Nunavut et à Nunavut Tunngavik Incorporated, et il mobilise la diversité du talent dans le Nord pour satisfaire aux besoins évolutifs du secteur public du pays. Les participants occupent, selon un régime de rotation, quatre postes différents conçus spécialement pour leur permettre d'acquérir de l'expérience dans des domaines qui les intéressent. Tous les participants ont été jumelés à un mentor et à un conseiller pour les accompagner dans leur cheminement vers le succès.

Le 12 février 2014, **Sécurité publique Canada** a organisé un premier colloque sur la diversité dans la politique canadienne de sécurité nationale. Cinquante-six participants ont assisté à cet événement, dont des représentants de Sécurité publique Canada, du Service canadien du renseignement de sécurité, de l'Agence des services frontaliers du Canada, de la Gendarmerie royale du Canada et du Centre de la sécurité des télécommunications Canada. Ce colloque avait pour but de faire ressortir l'importance de la diversité dans le milieu de travail, ainsi que d'orienter l'établissement de politiques et les opérations ayant trait aux questions liées au multiculturalisme, qui sont de plus en plus pertinentes dans le contexte de sécurité nationale et mondiale actuel. Les conférenciers provenant de la communauté universitaire, du secteur privé et public ont abordé différents sujets, notamment l'importance de la diversité dans l'établissement de politiques de sécurité nationale; comment les personnes ayant différentes cultures peuvent percevoir, comprendre et interagir avec le gouvernement; et la gestion de la diversité dans un contexte opérationnel.

En 2013-2014, **Industrie Canada** a élaboré une approche et un cadre global afin de créer un milieu de travail respectueux, sain et inclusif. Cette initiative, qui se fonde sur de la recherche, un examen des pratiques exemplaires et une série de consultations, a débouché sur une trousse d'outils autodirigés servant à appuyer les gestionnaires et les employés dans leurs conversations sur des sujets comme le respect et l'inclusivité.

L'**Agence canadienne d'inspection des aliments** (ACIA) a comme politique d'accepter les diplômes d'études étrangers une fois qu'une université canadienne a accepté leur équivalence à des cours d'un programme achevé au Canada. Cette politique appuie l'égalité d'accès aux possibilités d'emploi, et elle reconnaît que l'expérience éducative internationale renforce l'efficacité de l'ACIA à s'acquitter de son mandat. L'ACIA offre aussi du soutien ciblé à des demandeurs non Canadiens, incluant de l'information sur la vie et le travail au Canada, l'obtention de la citoyenneté canadienne et la reconnaissance des diplômes d'études étrangers.

À l'automne 2013, **Parcs Canada** a créé un réseau d'ambassadeurs de la diversité afin d'appuyer et de promouvoir les objectifs de ses programmes d'équité en emploi et de diversité. Les ambassadeurs mobilisent le personnel de Parcs Canada et les encouragent à participer aux initiatives de diversité qui ont lieu chaque année d'un bout à l'autre du pays. De plus, les ambassadeurs planifieront et mettront en œuvre des initiatives de diversité, puis ils agiront comme intermédiaires pour l'échange de renseignements entre les secteurs d'activité de Parcs Canada, sa direction des ressources humaines et ses comités consultatifs sur l'équité en emploi et la diversité.

Le **Service canadien du renseignement de sécurité** a instauré une feuille de pointage sur la diversité, soit un outil qui aide l'organisation à suivre ses progrès en matière de diversité et d'inclusion dans des domaines comme les initiatives ministérielles, le recrutement et la fidélisation du talent ainsi que l'incidence de la diversité sur les opérations et l'innovation. Modelée sur les principes du développement durable, cette démarche met l'accent sur l'importance de se doter d'approches, de processus et d'outils qui favorisent le maintien de l'effectif, tout en accroissant le rendement opérationnel et organisationnel.

APPUYER LA RECHERCHE ET LA DIFFUSION

Les institutions fédérales appuient l'établissement de politiques, de programmes et de pratiques qui sont sensibles à la réalité multiculturelle canadienne au moyen d'activités de recherche et de diffusion.

En 2013-2014, **Statistique Canada** a diffusé les résultats de l'Enquête nationale auprès des ménages de 2011, qui a révélé considérablement d'information sur les communautés linguistiques, ethnoculturelles, religieuses et autochtones du Canada tout entier. Cette même année, des renseignements présentés sous différents formats (tableaux de données, documents analytiques, guides de référence et vidéos) ont été mis à la disposition du public canadien à l'aide du site Web de l'agence.

À l'automne 2013, Statistique Canada a également diffusé les premiers résultats de son Programme pour l'évaluation internationale des compétences des adultes, qui a fourni des mesures, comparables sur le plan international, relatives aux compétences liées à la lecture et à l'écriture, à l'arithmétique et à la résolution de problème. Il y avait un suréchantillon de nouveaux arrivants pour faciliter l'analyse s'articulant autour des communautés d'immigrants. De plus, les résultats de l'Enquête auprès des peuples autochtones de 2012 ont été rendus publics en 2013.

La **Commission de la fonction publique du Canada** a réalisé deux études sur les chances de promotion des membres des groupes visés par l'équité en matière d'emploi ainsi que les perceptions du mérite et de la justice dans les activités de dotation qu'ont les membres de ces groupes. Les résultats ont été diffusés en ligne à http://www.psc-cfp.gc.ca/adt-vrf/rprt/2013/ee/perception/index-fra.htm et à http://www.psc-cfp.gc.ca/adt-vrf/rprt/2013/ee/perception/index-fra.htm.

CONCLUSION

Le multiculturalisme canadien reconnaît la diversité des Canadiens en tant que caractéristique fondamentale de la société canadienne, et il favorise l'intégration des nouveaux arrivants dans une société accueillante. Celui-ci jouit également d'un soutien significatif des Canadiens et il est réputé à l'échelle internationale.

Les nombreux exemples énoncés dans le présent rapport annuel mettent en relief les efforts que CIC déploie pour promouvoir le multiculturalisme à l'aide du financement de projets et d'activités, d'éducation publique et d'action directe, du soutien envers les institutions fédérales et publiques ainsi que du travail complémentaire réalisé dans des domaines comme la citoyenneté, l'intégration des nouveaux arrivants et la recherche. Le multiculturalisme canadien était au cœur du rôle de premier plan qu'a joué CIC en 2013-2014 dans la lutte contre l'antisémitisme ainsi que la promotion de l'éducation, de la mémoire et de la recherche sur l'Holocauste. En tout, 139 institutions fédérales ont fourni des commentaires en vue du présent rapport annuel, qui met en valeur la vaste gamme d'activités de multiculturalisme qu'elles ont réalisées conformément aux obligations juridiques qui leur incombent aux termes du paragraphe 3(2) de la *Loi sur le multiculturalisme canadien*.

ANNEXE A : LES INSTITUTIONS FÉDÉRALES AYANT SOUMIS DES COMMENTAIRES

Administration canadienne de la sûreté du transport aérien
Administration de pilotage de l'Atlantique
Administration de pilotage des Grands Lacs
Administration de pilotage des Laurentides
Administration de pilotage du Pacifique
Administration du pipe-line du Nord
Administration du pont Blue Water
Affaires autochtones et Développement du Nord Canada
Agence canadienne de développement économique du Nord
Agence canadienne d'évaluation environnementale
Agence canadienne d'inspection des aliments
Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec
Agence de la consommation en matière financière du Canada
Agence de la santé publique du Canada
Agence de promotion économique du Canada atlantique
Agence des services frontaliers du Canada
Agence du revenu du Canada
Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario
Agence Parcs Canada
Agence spatiale canadienne
Agriculture et Agroalimentaire Canada
Banque de développement du Canada
Banque du Canada
Bibliothèque et Archives Canada
Bureau de la sécurité des transports du Canada
Bureau de l'enquêteur correctionnel
Bureau de transition vers un régime canadien de réglementation des valeurs mobilières
Bureau du commissaire à la magistrature fédérale
Bureau du commissaire du Centre de la sécurité des télécommunications
Bureau du Conseil privé
Bureau du registraire de la Cour suprême du Canada
Bureau du surintendant des institutions financières
Bureau du vérificateur général du Canada
Centre canadien de lutte contre les toxicomanies
Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada
Centre de la sécurité des télécommunications Canada
Centre de recherches pour le développement international
Centre national des Arts
Citoyenneté et Immigration Canada
Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité
Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada
Comité externe d'examen des griefs militaires
Commissariat à la protection de la vie privée du Canada
Commissariat à l'information du Canada
Commissariat à l'intégrité du secteur public du Canada
Commissariat au lobbying du Canada
Commissariat aux langues officielles
Commission canadienne d'examen des exportations de biens culturels
Commission canadienne de sûreté nucléaire
Commission canadienne des droits de la personne
Commission canadienne des grains
Commission canadienne du blé
Commission canadienne du lait
Commission canadienne du tourisme
Commission de la capitale nationale
Commission de la citoyenneté
Commission de la fiscalité des premières nations
Commission de la fonction publique du Canada
Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada
Commission des champs de bataille nationaux

Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada
Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire
Commission du travail et de l'emploi
Commission nationale des libérations conditionnelles
Condition féminine Canada
Conseil canadien des normes
Conseil de recherches en sciences humaines
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie
Conseil des arts du Canada
Conseil des produits agricoles du Canada
Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés
Conseil national de recherches du Canada
Construction de Défense Canada
Corporation commerciale canadienne
Corporation de développement des investissements du Canada
École de la fonction publique du Canada
Élections Canada
Emploi et Développement social Canada
Environnement Canada
Exportation et développement Canada
Financement agricole Canada
Fondation canadienne des relations raciales
Gendarmerie royale du Canada
Greffe du Tribunal de la concurrence
Greffe du Tribunal des revendications particulières Canada
Industrie Canada
Infrastructure Canada
Instituts de recherche en santé du Canada
La Société des ponts fédéraux Limitée
Les Ponts Jacques-Cartier et Champlain Incorporée
Marine Atlantique
Ministère de la Défense nationale et les Forces armées canadiennes
Ministère de la Diversification de l'économie de l'Ouest
Ministère de la Justice
Ministère de la Sécurité publique
Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement
Ministère des Anciens Combattants
Ministère des Finances
Ministère des Pêches et des Océans
Ministère des Ressources naturelles
Ministère du Patrimoine canadien
Monnaie royale canadienne
Musée canadien de la nature
Musée canadien de l'histoire
Musée canadien de l'immigration du Quai 21
Musée des beaux-arts du Canada
Office Canada-Nouvelle-Écosse des hydrocarbures extracôtiers
Office Canada-Terre-Neuve-et-Labrador des hydrocarbures extracôtiers
Office d'investissement du régime de pensions du Canada
Office de commercialisation du poisson d'eau douce
Office des transports du Canada
Office d'investissement des régimes de pensions du secteur public
Office national de l'énergie
Office national du film du Canada
Santé Canada
Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes
Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada
Service administratif des tribunaux judiciaires
Service canadien du renseignement de sécurité
Service correctionnel du Canada
Service des poursuites pénales du Canada
Services partagés Canada
Société canadienne d'hypothèques et de logement
Société canadienne des postes
Société d'assurance-dépôts du Canada
Société des musées de sciences et technologies du Canada
Société immobilière du Canada limitée
Société Radio-Canada / Canadian Broadcasting Corporation
Statistique Canada
Téléfilm Canada
Transport Canada
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Tribunal canadien des droits de la personne
Tribunal canadien du commerce extérieur
Tribunal d'appel des transports du Canada
Tribunal de la dotation de la fonction publique
Tribunal de la protection des fonctionnaires divulgateurs Canada
Tribunal des anciens combattants (révision et appel)
VIA Rail Canada Inc.